

# LA CRISE DE LA SIDERURGIE

Voir page 2

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

## Le quotidien du peuple

LUNDI

9

FEVRIER

1976

N° 106

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

Conclusions sans surprise du 22<sup>e</sup> Congrès  
du PCF

### LE POING LEVE DES PROLETAIRES FAIT PEUR A MARCHAIS

Le Congrès du PCF aura finalement apporté un enseignement involontaire : il a montré clairement combien ce parti est aujourd'hui étranger à la classe ouvrière.

Certes, la référence à la dictature du prolétariat ne signifiait pas que le PCF était resté véritablement révolutionnaire. Mais l'abandon, amplement argumenté par Marchais, enseigne que le parti révisionniste assume, sans honte, la rupture totale avec son passé. Il explique qu'il ne veut plus de la révolution.

De même, ceux qui, comme Marchais, viennent nous expliquer que « lever le poing n'est pas dans la tradition française » se classent sans hésitation dans les contre-révolutionnaires. Entendons-nous : ce n'est pas que lever le poing suffise à démontrer qu'on est communiste. Mitterrand, Blum avant lui, et bien d'autres, ont fait ce geste, pour abuser ceux qui les regardaient. Mais ceux qui refusent le geste sciemment, refusent aussi explicitement le combat de classe.

C'est le poing levé des millions d'ouvriers, ten-

du contre la bourgeoisie, menaçant et plein de l'espoir de la révolution qui effraie Marchais. Ce poing fermé, brandi sur tous les continents, signe ineffaçable de la solidarité internationaliste, symbole de ralliement de tous les ouvriers ! Ce poing là, a un sens de classe profond. Commun à la tradition ouvrière, française ou non, haï par la tradition bourgeoise, française ou non.

Et Marchais aurait, sur sa lancée, tout aussi bien pu expliquer que l'Internationale n'était pas dans la tradition française. Il aurait pu aller encore plus loin dans l'insulte à tous ceux, dans la classe ouvrière et le peuple de France, qui, depuis 1920, se sont engagés, ont milité au PCF, pour le communisme. Il a d'ailleurs fait donner, à la tribune, quelques vieux militants, afin qu'ils justifient grâce au prestige de leur passé bien révolu, ces renoncements. Ils ont bu leur honte entière et se sont tirés un trait définitif sur leur passé de révolutionnaires. Mais c'est bien trop peu pour calmer la protestation de la classe ouvrière contre toutes ces trahisons. Il est significatif que ce soit Georges Marchais qui préside à ces abandons, encore jamais osés par le PCF. L'individu Marchais, qui, pendant la Résistance, travaillait en Allemagne pour Mes-

### DJIBOUTI, MAYOTTE BRUITS DE BOTTES COLONIALISTES



Voir page 8

### SOLMER (fos)

organiser  
la solidarité  
entre grévistes  
et lockoutés

Voir notre reportage page 4

serschmidt, aura en effet craché avec facilité sur la tombe de Jean-Pierre Timbaud, communiste fusillé par les nazis, mort en levant le poing et en criant : « vive le parti communiste allemand ».

Alors, pour les ouvriers qui croyaient encore à une image finie du PCF, la coupe est pleine : il est clair que ceux qui vont jusque là n'ont plus rien à voir avec des communistes. Ce ne sont plus que dirigeants serviles, sans principes, alléchés par le pouvoir, et traités à la classe ouvrière dont ils prononcent encore le nom, par habitude et par hypocrisie.

Paul LEFORT

### sommaire

- PCF : un congrès qui n'a pas innové p. 3
- Solmer : unité grévistes/lockoutés p. 4
- Guatemala : le tremblement de terre p. 5
- Sports France-Irlande p. 5
- La vie du journal p. 6
- Théâtre : la troupe El Hala-ka à Aix-en-Provence p. 7
- Notre Feuilleton : L'Étoile Rouge sur la Chine d'E. Snow p. 7
- Chine : Hua Kuo Feng, premier ministre par intérim p. 8

# ÉCONOMIE SIDERURGIE RESTRUCTURATIONS SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Dans les milieux patronaux de la Sidérurgie, on parle de plus en plus de reprise économique. Les prévisions sont optimistes pour 1976 : la consommation d'acier de-

vrait augmenter de 20 %, cette année. Crise en 1975, reprise en 1976 ? Après une mauvaise passe, la Sidérurgie reprendrait-elle sa marche en avant ?

## UNE RÉCESSION PROFONDE SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Au cours de l'année 1975, la production sidérurgique française a reculé d'environ 25 % par rapport à l'année précédente. Jusqu'à l'automne 1974, la situation du marché de l'acier a été excellente. Mais ensuite (fin novembre), elle se dégrade rapidement.

Fin janvier, le haut-fourneau n° 1, de la toute jeune usine de Fos est éteint. J. Ferry, patron de la sidérurgie française annonce alors que « l'emploi sera sauvegardé » (13/2/75 AGEFI). Pourtant, au même moment, la direction d'Usinor annonce du chômage partiel dans les usines du Nord (Trith, Denain et Dunkerque - le plus haut fourneau français, le n° 4 de Dunkerque, est éteint depuis novembre 74 -). En mars, le chômage partiel touche le quart des salariés des usines de Lorraine. En avril, le 2<sup>e</sup> haut-fourneau de Fos est mis au ralenti. Les patrons français demandent à la CEE d'organiser une recession en bon ordre et en juin, il est décidé une « réduction volon-

taire de 15 % environ de la production (par rapport à l'année précédente). En septembre, une nouvelle réduction (24%) est décidée par la CEE. Le but de ces décisions est clair : éviter une guerre accrue des prix entre les différentes sidérurgies européennes (par le biais de rabais - les prix ont baissé de 20 à 40 %). Mais ces mesures sont limitées par la crainte de substituer à la guerre des prix, une guerre commerciale basée sur le protectionnisme (la CEE est un gros exportateur en acier).

Et malgré les promesses de février, en septembre, après l'annonce du plan de soutien, on parle de licenciements massifs : l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM) menace : seul un nouveau soutien de l'État à la Sidérurgie permettrait d'éviter 30 000 licenciements (soit 15 % des salariés). Résultat, après entretien avec Chirac, les 30 000 licenciements sont « suspendus » jusqu'à janvier 75 mais le chômage partiel amplifié.

## UNE RÉCESSION INÉGALE

La recession de la production sidérurgique repose sur la baisse de la consommation d'acier d'un certain nombre de gros clients : automobile (toles), bâtiment (ronds et poutrelles). Mais dans le même temps, le marché est resté favorable pour certains produits de la sidérurgie : toles épaisses, aciers spéciaux. Cette diversité de la situation, selon les catégories

de produits s'est souvent traduit par une marche très inégale des divers ateliers d'une même usine (par exemple à la SMN de Caen). Ce fait aboutit à susciter l'incertitude pour les travailleurs sur l'ampleur de la « crise », incertitude renforcée par le recours au chômage partiel en même temps que les cadences sont renforcées.

## UNE RÉCESSION AMPLIFIÉE PAR LE STOCKAGE ANTÉRIEUR

L'ampleur de la recession de la sidérurgie au cours de l'année 1975 a été fortement accrue par les très importants stocks constitués par les utilisateurs d'acier au cours de l'année 1974, en prévision de la poursuite de la hausse des prix. Cela avait contribué à faire de l'année 74, une année record.

C'est au début de 1975, que la tendance s'est inversée : les industriels ont « dégonflé » leurs stocks, ce qui s'est traduit par une brusque chute des commandes.

L'existence de nombreux marchés (dans les pays pétroliers, pour les industries nucléaires...) a soutenu un peu l'activité de certains secteurs de la Sidérurgie, provoquant ainsi l'inégale recession.

Aujourd'hui, on commence à assister à un nouveau renversement de la conjonc-

ture. Les stocks ont été considérablement réduits, ce qui entraîne une reprise des commandes. Il doit en résulter, pour les mois à venir (jusqu'à l'été, sans doute) une reprise de l'activité dans les usines sidérurgiques.

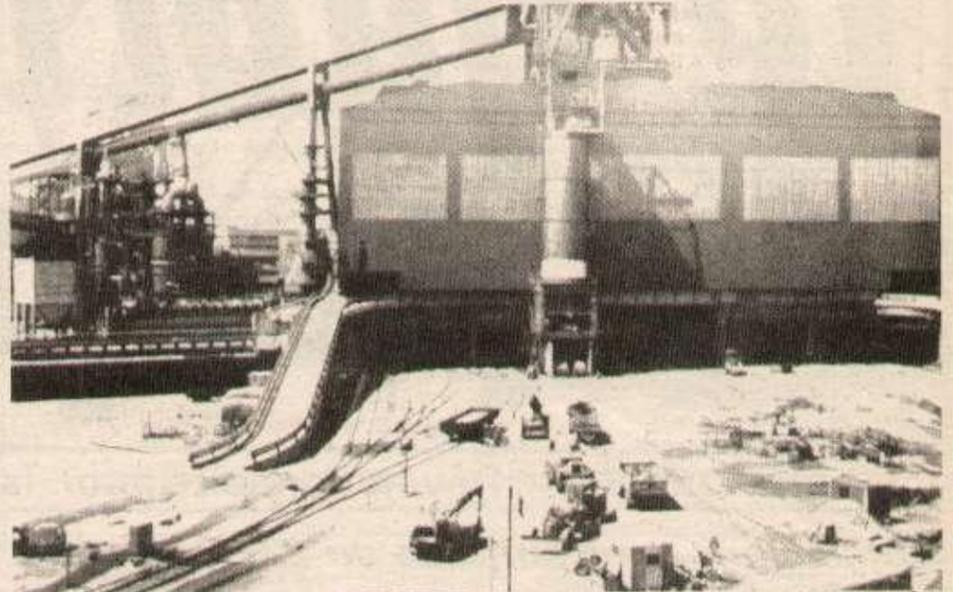
Mais au-delà ? Au-delà, la situation est loin d'être claire. La poursuite de la reprise supposerait une relance de la consommation, une reprise des investissements ou de la demande étrangère. Or rien n'est moins sûr. Malgré les belles déclarations rassurantes sur l'avenir, la bourgeoisie est incapable de faire des prévisions sérieuses au-delà de l'été 76. C'est la navigation à vue entre de nombreux écueils.

Mais si, à court terme, la bourgeoisie ne peut qu'agir au jour le jour, à long terme, elle a un projet d'adaptation aux nouvelles conditions internationales.

## DE LA RESTRUCTURATION AU REDÉPLOIEMENT :

La recession de l'année 75 intervient en pleine période de restructuration de la Sidérurgie. Après la réorganisation de la branche qui a résulté du Plan Sidérurgique de 1966 (soutien financier d'État pour favoriser la constitution de deux groupes sidérurgiques : Usinor et de Wendel, c'est la constitution de la Solmer (usine de Fos s'Merl) qui confirme l'orientation de « la sidérurgie au bord de l'eau » : implantation des hauts-fourneaux dans des ports pour bénéficier de l'approvisionnement de minerai de fer en provenance de l'étranger (notamment du Tiers Monde). Le résultat, c'est la liquidation d'une part importante de la sidérurgie lorraine et des hauts-fourneaux du Valenciennois. Ainsi 12 000 emplois sont supprimés en Lorraine.

À court terme, la reprise de l'activité sidérurgique ne peut qu'entraîner la poursuite de la réorganisation de la Sidérurgie avec son cortège de licenciements et l'intensification du travail pour ceux qui restent. Dès février, alors que la recession s'amplifiait, Ferry rappelait que la 2<sup>e</sup> tranche de construction de l'usine de Fos n'était pas abandonnée. La recession actuelle, même si elle affecte momentanément les profits des entreprises, favorise en fait la poursuite des objectifs de restructuration : elle permet de justifier les licenciements qui résultent de cette restructuration et de réclamer de nouvelles aides de l'État.



plus en plus les perspectives d'un développement de la sidérurgie dans le Tiers Monde. Serait-ce qu'ils ont choisi cette perspective ? Absolument pas. Il y a encore trois ans, ils misaient sur la constitution de grands complexes sidérurgiques comme ceux de Dunkerque ou Fos, fondés sur l'approvisionnement maritime. Mais ils savaient qu'un jour ou l'autre, cette stratégie risquerait d'être remise en cause. Aujourd'hui, cela commence à être le cas. Pourquoi ? Pour trois raisons : augmentation du prix des transports maritimes (fret), problèmes d'approvisionnement en minerais, politique d'industrialisation du Tiers Monde.

• Avec la hausse des prix du pétrole, les frets ont beau-

Pérou, Vénézuéla, Brésil, Libéria. Les profits réalisés par les sidérurgistes en raison du blocage des prix du minerai risquent donc de disparaître. Ce n'est donc plus à ce stade (premières transformations du minerai) que les sources de surprofit pourront exister, mais en aval, dans la transformation de l'acier.

• En troisième lieu, les pays producteurs de minerai, comme d'ailleurs les pays riches en énergie, ont le projet de développer leur propre sidérurgie. Ainsi d'ici 1985, près de la moitié des nouvelles installations sidérurgiques dans le monde, vont se réaliser - d'après les experts - dans les pays du Tiers Monde. Et les pays impérialistes savent qu'ils ne peuvent plus s'opposer à ce mouvement. Donc ils l'incluent dans leurs

dante de l'intervention des pays impérialistes : c'est la dépendance technologique.

C'est pourquoi les pays impérialistes continuent à espérer la survivance - sous d'autres formes - de leur domination sur le Tiers Monde. Ils laisseraient se développer, dans le Tiers Monde, la sidérurgie de base, conserveraient dans la métropole impérialiste les « activités nobles » (aciers fins et spéciaux, réalisation des produits élaborés) et contrôlèrent ainsi l'ensemble du marché de l'acier.

Mais, dans l'immédiat, cette perspective ne manque pas de poser de gros problèmes à nos patrons. En effet, un changement de cap s'amorce à un moment où de nouvelles installations très coûteuses viennent d'entrer en service (par exemple Fos) et ne sont pas encore amorties. D'autre part, ce changement implique d'importants bouleversements de l'emploi. Quantitativement d'abord, puisque les opérations sidérurgiques qui suivent la fabrication de l'acier sont celles qui emploient le moins de main d'œuvre. Qualitativement aussi, puisque de nombreux travailleurs devraient changer d'emploi dans la sidérurgie.

À plus long terme, les perspectives de l'impérialisme ne sont pas non plus assurées. En effet, la domination impérialiste sera plus profondément remise en cause si les pays du Tiers Monde (ou certains d'entre eux) s'engagent dans la voie d'un développement et d'une industrialisation indépendants. Apprenant à compter sur leurs propres forces, les pays du Tiers Monde peuvent en effet édifier une industrie sidérurgique dégagée des pressions impérialistes, tant du point de vue technologique que du point de vue du marché. L'expérience des pays socialistes prouve que c'est possible.

Alors les coups portés à l'impérialisme seront plus décisifs encore, ce qui confirme l'étroite solidarité de la lutte du Tiers Monde contre l'impérialisme et de notre lutte contre les maîtres des forges.

Michel FLORAC



Mais les perspectives à moyen et à long terme (5 ans et plus) sont complexes. En effet, alors que la Sidérurgie française n'a pas achevé sa mutation, alors que la nouvelle stratégie repose sur les perspectives de pillage impérialiste, alors que la concurrence internationale s'aiguise, les luttes du Tiers Monde remettent en cause ces bases de développement. C'est pourquoi les experts de la Sidérurgie sont obligés d'envisager de nouvelles perspectives mondiales de développement.

## LE REDÉPLOIEMENT DE LA SIDÉRURGIE

Les patrons de la Sidérurgie française admettent de

coup augmenté dans la dernière période. Or cet élément intervient pour une part importante dans les prix du minerai et du charbon importés. L'avantage des approvisionnements lointains tend donc à diminuer fortement.

• Ces approvisionnements étaient d'autant plus « intéressants » que, les pays producteurs du Tiers Monde n'étant pas organisés, les prix du minerai de fer de Mauritanie ou du Libéria étaient faibles. Or, aujourd'hui, se prépare la constitution d'un groupement des producteurs de minerai de fer, à l'image de l'OPEP, qui rassemblerait les principaux producteurs (à l'exclusion des grands pays capitalistes) : Algérie, Australie, Chili, Inde, Mauritanie,

perspectives. Tout au plus, vont-ils tenter, en s'adaptant, de maintenir partiellement leur domination. Comment ? Non plus au niveau même du minerai, mais à celui du marché de l'acier et de sa transformation. Ce qu'ils vont tenter c'est de dominer les industries sidérurgiques du Tiers Monde, à la fois par le biais de la dépendance technologique et du marché des produits issus de la première transformation du minerai (les 1/2 produits). Sur ce plan, l'indépendance réelle des pays du Tiers Monde exige que ceux-ci disposent d'une industrie sidérurgique complète : fabrication de l'acier, transformation, réalisation des produits finis. Or, la constitution d'une telle industrie est largement dépen-

**Solmer**

UN LOCK-OUTÉ AUX GRÉVISTES :

**"DES MAINTENANT VOUS POUVEZ COMPTER SUR MOI"**

Depuis le 23 janvier, la lutte de la Solmer à Fos-sur-Mer continue. Les sidérurgistes exigent l'arrêt du chômage partiel, la cinquième équipe pour les haut-fourneaux, 1,50 F d'augmentation de l'heure, 1 heure d'information.

La direction en réponse aux revendications a lockouté près de 4 000 ouvriers et employés. Une partie importante des lockoutés ont rejoint les grévistes mais pas tous. Une autre vague de lock-out est prévue pour le 11 février.

Depuis le début de la lutte, un nombre important d'ouvriers lockoutés restaient chez eux (la direction a promis d'envoyer des télégrammes le jour de la reprise). C'est ainsi qu'aux assemblées générales sur les 4 000 lockoutés, près d'un millier uniquement s'y rendait. Pour les grévistes, il s'agissait de comprendre pourquoi ceux-ci ne participaient pas à la lutte.

**RALLIER NON-GRÉVISTES...**

Les raisons furent vite trouvées : d'une part la presse locale, la télévision ne font que se taire sur la lutte ou publient des informations tronquées. D'un autre côté, la direction, par l'intermédiaire de FO et de la CGC, fait circuler des tracts «anonymes» calomniant les délégués, les grévistes. «Ce sont des curés ou des étrangers qui avec des barres de fer et à une trentaine bloquent l'usine, qu'ils retournent à leur bréviaire et dans leur pays...»; ce sont aussi des calomnies sur la famille de tel ou tel délégué, des lettres que la direction envoie etc... Sur les 5 600 ouvriers qu'emploie la Solmer, la plupart viennent travailler des communes alentours (Martignes,

Port-de-Bouc, Marignane, Arles, Salon de Provence...).

La dispersion des travailleurs ne facilitait pas la mobilisation, et nombre de femmes de sidérurgistes représentaient un frein, faisant pression sur leur mari car elles reparaient à leur compte les calomnies de la direction. Rallier les épouses des travailleurs au combat, rallier les sidérurgistes qui restaient chez eux en combattant les mensonges, les idées fausses, tel est le sens des débats publics programmés à Arles, Martignes, Port-de-Bouc, etc... par l'assemblée générale de vendredi et l'inter-syndicale.

**...PAR DES DÉBATS PUBLICS**

La première de ces réunions avait lieu samedi soir à Salon-de-Provence. La municipalité «centre droite d'extrême-droite», comme disent certains sidérurgistes avait promis une salle. Mais à 18 H, aucune salle n'était retenue, le flottement, les va-et-vient dans la ville pour en trouver une, firent qu'il n'y eut que 200 personnes qui assistèrent à la réunion dans la salle trouvée au dernier moment.

Malgré cette provocation de la municipalité, la réunion se tient. Dans la salle de nombreux employés, ouvriers lockoutés sont présents avec leur femme. Toutes les questions portent sur la conduite de la lutte. Posées par ceux qui ne participaient pas au mouvement, elles reflétaient leur volonté de le rejoindre : «Comment faire pour regagner au combat les employés, comment neutraliser les cadres et la maîtrise qui multiplient les provocations, comment faire céder Durand Rival (PDG de la Solmer), etc...»

L'inter-syndicale fut amenée dans le débat à reconnaître ses faiblesses, à faire son autocritique sur l'attitude négative adoptée à l'encontre des employés qui consistait à ne pas les gagner à la lutte. L'inter-syndicale réussit aussi à contre-carrer les calomnies et les faux bruits qui circulent.

comment voyez-vous cela ?»

Un sidérurgiste lève le bras :

«Je vais être lockouté le 11, je tiens à dire qu'il n'est pas question pour moi de rester chez moi, et que vous pouvez dès maintenant compter sur moi !»

L'intervention se termine sur des tonnerres d'applaudissements et ne fait que «monter l'ambiance» d'une salle combative où les ouvriers expriment leur colère, leur haine de Durand Rival.

**... ET ÉLARGIR LA LUTTE A TOUTE LA SIDÉRURGIE**

Les ouvriers montrèrent leur approbation à l'intervention d'un camarade du Quotidien du Peuple qui



La tribune s'adresse à la salle : «Y a-t-il parmi vous des ouvriers qui vont être lockoutés le 11 février,

montra la nécessité d'une riposte d'ensemble de la sidérurgie, d'allier au combat les ouvriers de Sacilor, de Sollac, d'Usinor comme réponse à la politique d'ensemble des patrons de la sidérurgie qui mettent au chômage partiel, comme moyen de faire converger en une seule force les débrayages d'Usinor, de Sollac et la lutte de la Solmer. L'intersyndicale, en réponse, ne rejeta pas un tel projet mais insista sur la nécessité de développer le rapport de force dans un premier temps sur la Solmer étant donné la dispersion des forces dans l'heure.

Mais cela est-il incompatible, ne peut-on pas développer le rapport de force comme cela est fait dans ces débats publics sur l'objectif d'un mouvement de grande ampleur ? Cela est possible, mais la méconnaissance de la situation à Sollac, Sacilor, Usinor fait hésiter les travailleurs. S'il est vrai que la presse bourgeoise se tait sur ce point, que font les directions nationales de la sidérurgie pour y remédier ?

Le débat public de Salon-de-Provence fut un succès. Développer de telles initiatives, c'est aller dans le sens de la lutte, dans le sens de la victoire, les sidérurgistes de la Solmer y sont bien engagés.

José GARCIA

**En bref****Victoire des travailleurs de la J.E.A.**

Dans cette entreprise autoroutière de Seine-et-Marne qui compte 400 ouvriers, le syndicat CGT a un an et regroupe 300 adhérents. En décembre dernier, la direction (dont fait partie Chalandon, entre autres) voulait faire payer d'un coup l'impôt sur les indemnités de déplacement (soit 1 200 F) et licencier 7 personnes.

Aussitôt, la grève est votée. C'est à la porte même des gros administrateurs que les travailleurs vont frapper, la direction refusant toute discussion.

Au bout de 8 jours, ils obtiennent :

- Le remboursement de l'impôt
- La réintégration des licenciés
- Une augmentation de 26 % pour les manœuvres et 20 % du taux horaire.
- La moitié des jours de grève payés.

Les enseignements qu'ils tirent de cette lutte victorieuse, c'est d'abord de ne pas rester isolés, d'oser aller frapper à la porte des vrais responsables, que ces engraisés peuvent payer et qu'il est toujours nécessaire de renforcer l'organisation syndicale à condition qu'elle soit celle de tous les travailleurs.

**Unimel à Besançon : la répression continue**

La direction d'Unimel vient de licencier une ouvrière. Les faits qui lui sont reprochés sont «d'avoir voulu ralentir la production et d'avoir répondu au chef». Ce licenciement vient s'ajouter à la liste déjà longue des mauvais coups d'Unimel contre les travailleurs. Le dernier méfait en date était le licenciement, en décembre dernier, d'un ouvrier combatif. A l'époque, les syndicats CGT et CFDT n'avaient pas levé le petit doigt pour la défense de ce travailleur.

Pour protester contre ce licenciement et exiger la réintégration de leur camarade, tous les ouvriers de la chaîne ont décidé de ne pas travailler pendant deux jours.

**Phosphogypse en Baie de Seine**

Les représentants des syndicats de marins-pêcheurs de la Baie de Seine et du Havre, des syndicats CGT de plusieurs usines concernées et des dockers de Rouen se sont à nouveau rencontrés pour faire le point.

Ils constatent que les promesses d'engager des études sur les mesures à prendre pour empêcher la pollution de la Baie de Seine par le déversement de phosphogypse, n'ont pas été tenues. Ils dénoncent cette situation qui, en se prolongeant, menace gravement l'emploi tant des travailleurs des usines concernées que des marins-pêcheurs.

Au cours de cette réunion, la décision a été prise de relancer l'action. Les représentants des syndicats tiendront une conférence de presse à la mairie du Havre, le mercredi 11 février à 15 H.

**CGEE-Alsthom Saint-Ouen**

Après les réductions d'horaires et les mesures de chômage technique, 54 travailleurs viennent d'être licenciés pour «raisons économiques» à la CGEE-Alsthom, dont plusieurs délégués CGT.

La seule réponse de la direction CGT aux travailleurs licenciés, c'est : «Va chercher du boulot ailleurs».

A l'Alsthom, la politique du patron, c'est la division entre les travailleurs : dans les mêmes locaux, il y a trois entreprises, CGEE-Alsthom, Alsthom-Savoisienne et Signaux. Les révisionnistes qui dirigent la CGT entretiennent cette division : il y a trois syndicats différents sur les trois entreprises et récemment, alors que les travailleurs de Signaux étaient en grève, la direction CGT s'est refusée à mobiliser les travailleurs des deux autres entreprises, s'opposant au mot d'ordre des grévistes : «Signaux, Savoisienne, CGEE, même patron, même combat !»

**HAXO à Orléans****«Il faut convaincre les autres camarades»**

La cité des Groues, tout le monde la connaît à Orléans. Pendant 30 ans, des dizaines de familles ont vécu ici près du champ de tir de l'armée (avec le bruit des rafales de PM toute la journée), dans des baraquements construits pour accueillir les prisonniers en 44. Et même si ces baraquements ont disparu, il y a quelques mois pour «faire place à des immeubles», la situation n'a pas changé. C'est le «repère des durs, des voyous, en marge de la société», et bien souvent les cars de police évitent de taire venir leurs rondes dans le quartier.

Les jeunes des Groues vont travailler à l'usine dès qu'ils le peuvent à 17 ou 18 ans. Pas d'apprentissage pour eux, ils ont «trop mauvaise réputation» et les garagistes, boulangers ou autres ne les acceptent pas. Alors, ils vont renforcer le contingent des D.S. à la Sepem, usine toute proche, ou à Haxo depuis un an. Belle aubaine pour les patrons : pourquoi se gêner avec des «marginiaux» ?

Pour la centaine d'ouvriers et d'ouvrières de chez Haxo, c'est tout juste le SMIC, et parfois moins, l'absence de sécurité et le rendement à mort. Témoin, ce jeune de 26 ans, qui a quatre enfants en bas âge, dont la femme ne travaille pas, qui paie 550 F de loyer et qui touche 1 350 F par mois pour un travail en équipe.

Pourtant, aux Groues, on n'a pas l'habitude de se laisser faire. La grande misère n'a pas atténué le sentiment de dignité ouvrière. C'est l'annonce de six licenciements dont, comme par hasard, deux délégués de la jeune section CFDT qui a fait déborder le vase. Il fallait réagir, «on n'est pas des chiens» ! Mais c'est dur de convaincre tout le monde : dur de convaincre ceux qui savent que s'ils perdent leur emploi ici, ils n'en trouveront pas ailleurs : dur de convaincre ces femmes qui, si elles ne ramènent pas la paie complète auront des problèmes énormes à la maison. Lundi soir, ils ont décidé de partir en grève à une poi-

gnée. Ils ont tout de suite téléphoné à «La République du Centre» pour annoncer leur lutte, la faire connaître, et le lendemain, rien dans le journal. Le mardi matin, ils étaient six à occuper l'usine. Six jeunes des Groues, isolés. Pour le patron, pas besoin de jugement en référé, pas besoin de prendre des gants avec la légalité. Il appelle un car de flics et les gars sont virés.

Voilà, aujourd'hui leur lutte continue : mais seule une petite polémique dans le journal sur la manière dont les flics sont intervenus l'a fait connaître...

Pourtant, dans le contexte d'Orléans, cette lutte est importante. Venant après huit grèves en quatre mois, elle pose directement la question de l'attitude des directions syndicales. Et avec qui se fera-t-elle, cette lutte «tous ensemble» ? Cette coordination, cette «chaîne de solidarité» que souhaitent les travailleurs d'Orléans ? Telles sont les questions que posent aujourd'hui à Orléans, la lutte des «gars des Groues» !

Correspondant Orléans

Le 22<sup>e</sup> Congrès du PCF

## UN CONGRÈS QUI N'A PAS INNOVÉ

Le 22<sup>e</sup> Congrès du PCF s'est terminé dimanche. Il a occupé les ondes et les journaux : la dominante des commentaires parle du « changement » du PCF. Changement pour lequel on ne trouve que louanges, ou presque. Qu'est-ce donc que ce parti qui se dit révolutionnaire et qui reçoit tant de fleurs de la bourgeoisie ? Derrière les interviews, les caméras qui filmaient en direct le Congrès, qu'est-ce qui a changé, au fond ? et le 22<sup>e</sup> Congrès fera-t-il date ?

Les journalistes ont saisi de ce congrès le « spectaculaire », l'anecdotique, ignorant pour l'essentiel les débats de fond, et pour cause, y en a-t-il eu ? Les dirigeants du PCF, avec complaisance, se sont prêtés au jeu, et, à un degré encore jamais atteint, ils ont été soucieux de leur image de marque, de leur « marketing ». Le 22<sup>e</sup> Congrès aura sans doute été le plus « publicitaire » possible, un peu à la manière de la politique américaine. Mais là n'est pas l'essentiel.

### DU 21<sup>e</sup> AU 22<sup>e</sup> CONGRÈS, UNE TACTIQUE EN DEUX TEMPS

Si l'on se reporte en novembre 74, on peut juger du chemin réel parcouru par le PCF. Évolution de surface, certes, car, au fond, il est aisé de voir que la ligne politique aujourd'hui défendue n'a pas varié.

Au 21<sup>e</sup> Congrès, le PCF, sur la défensive, venait d'essayer l'échec des élections présidentielles, sans commune mesure avec le profit qu'a pu en retirer Mitterrand et son parti. Après la lune de miel avec le PS, après les concessions qui lui avaient été faites, le PCF se retrouvait confronté à son avenir. Et l'avenir, pour lui, était sérieusement entaché de la concurrence du PS, qui avait réussi à se refaire une santé aux dépens de son allié. Dans cette situation, le PCF se

devait d'essayer de répondre aux interrogations des masses ; il cherchait comment ne pas aggraver, face au désenchantement après les élections, les brèches réelles qui existent dans son influence sur la classe ouvrière. C'est la raison de la polémique lancée avec le PS. C'est aussi la

l'époque (période des assises du socialisme, de la tentative de main-mise du PS sur la CFDT...)

Profitant aujourd'hui des obstacles (dont il fait partie) que rencontre la classe ouvrière à son mouvement d'ensemble, le PCF déporte son activité vers les couches sociales sur lesquelles il fonde avant tout son projet : la petite bourgeoisie, l'aristocratie ouvrière, et même des couches de la bourgeoisie. Tout dans ce congrès a été fait pour les séduire.

D'ailleurs, les questions politiques présentes dans la



Le poing levé des travailleurs fait peur à Marchais.

raison de l'affirmation sans cesse répétée que le PCF est « le parti révolutionnaire de la classe ouvrière », et de « l'effort » fait en direction des entreprises : coordination directe par le comité central des sections d'entreprises les plus importantes, promotion des dirigeants de la CGT à des responsabilités dans le PCF.

Si ces efforts n'ont pas été couronnés de succès en direction de la classe ouvrière, ils ont au moins permis au PCF de conjurer la menace que la section socialiste d'entreprise pouvait faire peser à

classe ouvrière, ont toutes été soigneusement évacuées de la tribune de Saint-Ouen. Quasi silence sur l'armée, les luttes, la riposte à la politique répressive de Giscard. L'union de la gauche et son futur ont été à peine effleurés. Les distances prises vis-à-vis de l'URSS, la dictature du prolétariat ont été l'occasion d'une longue suite de paraphrases du discours de Marchais. Personne n'a discuté, tout était joué. Tout le congrès au contraire a été imprégné de l'appel aux couches et classes de l'Union du peuple de France.

### LE CAPITALISME DONT RÊVE M. MARCHAIS

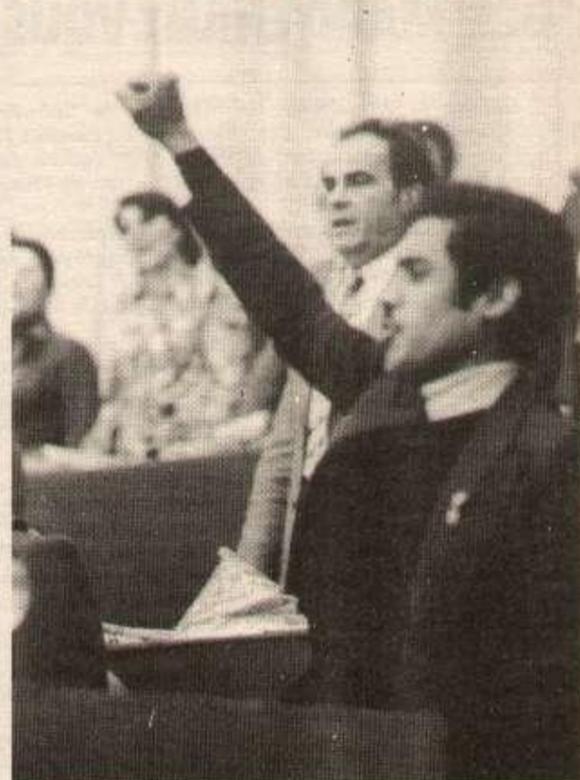
Le congrès a préfiguré cette société dont rêve le PCF. Société où les ingénieurs triomphent, les techniciens, les aristocrates ouvriers tiennent le devant de la scène, remplaçant une fraction de la bourgeoisie en place aujourd'hui. Société où la classe ouvrière n'a pratiquement aucun rôle, sauf celui de caution verbale. Une société, en fin de compte, où presque rien ne changera par rapport à aujourd'hui. Il suffit de moderniser, et de rendre plus efficace l'économie. Et pour cela, quelques nationalisations, une modernisation démocratique de la police.

### LE PCF N'A PAS CHANGÉ

Au fond, donc, le PCF n'a pas changé. Du 21<sup>e</sup> au 22<sup>e</sup> Congrès, la continuité crève les yeux : la voie révisionniste, l'abandon du communisme se font plus ouverts. Le PCF n'est plus le parti révolutionnaire depuis longtemps, il tourne le dos à la révolution et veut aménager le système capitaliste. Et les questions qu'aura à affronter le PCF dans les masses, ce n'est pas le congrès qui les a résolues : il les a esquivées. Que faut-il faire aujourd'hui pour faire payer la crise à la bourgeoisie ? Comment lutter, comment faire converger nos luttes ? Cette politique de va-et-vient qui réaffirme son autorité dans la classe ouvrière et en même temps multiplie les gages aux couches pivot d'une société de programme commun, ne peut que se renforcer. C'est une des contradictions insolubles de la politique du PCF. Toutes les vantardises du 22<sup>e</sup> Congrès n'y changent rien.

Paul LEFORT

## UN INCIDENT BIEN CURIEUX



Il s'est passé, samedi, dans la salle du Congrès, un incident bien curieux. Une délégation de 300 ouvriers immigrés que le PCF avait trouvés pour la circonstance dans les municipalités révisionnistes, pour apporter leur caution au congrès : même opération donc que celle de la veille avec les vétérans.

Mais cette fois-ci, ça a grincé de manière tout à fait inattendue et presque symbolique. Un représentant de cette délégation, l'ouvrier Acha Mhohamed, a lu à la tribune un texte de soutien au congrès, mais au moment où il disait « le PCF est le parti de la classe ouvrière... », il s'est tu, il est resté silencieux un long moment, puis a recommencé : « Le PCF est le parti de la classe ouvrière... », silence à nouveau, un tremblement a secoué l'orateur, puis il s'est effondré, il a fallu qu'un autre termine l'intervention à sa place.

Lorsque les 300 travailleurs immigrés ont commencé à chanter l'Internationale, il y avait dans l'immense salle remplie par plus de 2 000 personnes, exactement 307 poings levés durant ce chant de révolution, les 300 travailleurs immigrés et 7 isolés. Voilà une gifle pour M. Marchais, qui le même jour, renonçait au poing levé qui, pour des millions d'ouvriers, depuis plusieurs générations, signifie la révolte contre la classe capitaliste et l'espoir du socialisme.

Non, le PCF n'est plus depuis longtemps le parti de la classe ouvrière, le parti de la révolution socialiste. Le 22<sup>e</sup> Congrès aura eu le mérite de le montrer encore plus clairement.

## LA FÊTE AU BOURGET

Fête politique ? A part le discours de Marchais, le seul débat politique, il faut le dénicher à la vente du livre où Bailbar, à quelques dizaines de mètres de son compère Althusser, et face à une poignée de militants, essaie de justifier sa position sur la dictature du prolétariat mais reconnaît que « puisque le parti a tranché alors il se range à sa position » et que « tout cela fait la preuve qu'il y a un réel débat au sein du parti » ; et c'est sans doute par hasard que l'on ne trouve plus en vente les brochures de Lénine sur la dictature du prolétariat.

Dans le hall en face, c'est le groupe rock décadent « Au bonheur des dames » qui chante. A la fin de leur numéro, le bonimenteur de service annonce que toutes les vedettes de la fête chantent bénévolement. C'est ce qui explique sûrement l'absence des têtes d'affiches traditionnelles de la fête de l'« Humanité ».

Un peu plus loin, c'est la tombola dont le premier prix est offert par la Régie Renault. Les peintres de Billancourt en grève, depuis plusieurs semaines apprécieront

sûrement ! D'ailleurs, les travailleurs en lutte sont singulièrement absents de la fête. La section Asnières vend des faucilles et des marteaux à se mettre à la boutonnière, les étudiants de Tolbiac des macarons, des gâteaux. Par contre, les recruteurs du parti et de la jeunesse sont omniprésents et ont annoncé triomphalement le nombre d'adhésions nouvelles sur quelles bases ? « Tu n'es pas d'accord avec l'abandon de la dictature du prolétariat ? Ça ne fait rien, adhère au parti, on pourra en discuter ensuite ».

Dans les espaces déserts entre les podiums, des jeunes se sont assis par terre, désœuvrés. « Je regrette mes 10 balles, dit l'un d'eux. N'importe quelle kermesse, c'est aussi bien ». « Et moi, qui m'attendais à des débats, ajoute un autre, c'est pire que la fête de l'« Humanité ». Beaucoup de copains ne sont pas venus. Quand tu es au chômage 10F l'entrée, le pas à 20 balles, c'est pas possible. Quant aux bouquins, n'en parlons pas ! C'est sans doute ce que Marchais appelle la politique de la main tendue au porte-feuille ».

## LE NOUVELLE DIRECTION DU PCF

Dans la nouvelle direction du PCF, on remarque une promotion fulgurante, celle de Fiterman, qui fut secrétaire de Marchais, et, qui, de suppléant au Comité Central, se retrouve au secrétariat, parmi les sept dirigeants les plus élevés. C'est le signe de l'expansion de l'influence du clan Marchais. Des licenciements voyants touchent certains : parmi eux, Treppo qui n'a pas réussi à développer les idées révisionnistes à Renault.

Des éléments de la CGT sont promus, tel Halbeher. On remarque enfin la promotion des enseignants et intellectuels continue ; les ouvriers - sous ce terme se cachent des gens qui n'ont plus travaillé depuis des années à la production - perdent la majorité

### Au niveau du Comité Central

Une quinzaine de titulaires n'ont pas été réélus dont :  
Lanternier, maire de Gennevilliers, et Treppo, ancien secrétaire de la section Renault muté à Chausson.  
25 nouveaux ont été promus.

### Au niveau du secrétariat :

Conservent leur poste :  
Marchais, Laurent, Leroy, Piquet, Plissonier.  
Perdent leur poste :  
Vieuquet et Fajon.  
sont promus :  
Fiterman (nommé pour l'occasion membre suppléant du Bureau Politique) et Colpin.

### (ISSUE DU 22<sup>e</sup> CONGRÈS)

### Au niveau du Bureau Politique :

(en plus des 9 précédents)  
Conservent leur poste :  
Ansart, Besse, Krasucki, Poperen, Séquy, Vincent.  
De suppléants deviennent titulaires :  
Bertrand, Hermier  
Cooptés entre les deux congrès sont confirmés comme titulaires :  
Chambaz et Kanapa.  
Est démissionnaire :  
Frischman.  
Deviennent suppléants :  
Lajoinie et Gremetz.

**FRONT ROUGE**  
Organe Central du Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste)  
N° 3 nouvelle série est paru  
le numéro : 5 F (+ port)

Au sommaire :

- Appliquer la ligne de masse
  - Les marxistes-léninistes et l'armée
  - Chausson : bilan d'une lutte
  - Conférence Nord Sud
  - Non à la politique française dans les colonies.
- Passer vos commandes :  
FRONT ROUGE - BP 161  
75864 PARIS CEDEX 18

# POLITIQUE

«L'Humanité-Dimanche» nouvelle formule,

## NOUVEL EMBALLAGE, MÊME CAMELOTE

*L'Humanité-Dimanche à l'occasion du 22<sup>e</sup> congrès change une nouvelle fois de formule. Une importante campagne publicitaire a précédé le lancement du magazine révisionniste new-look. Beaucoup de battage pour peu de chose en définitive, la nouvelle «HD» n'est qu'une différence de l'ancienne. Le papier est plus luxueux, il y a plus de pages et surtout plus de publicité, mais si l'emballage est plus racoleur, le contenu n'a pas beaucoup changé.*

Comme les marques de lessive qui changent de présentation, l'HD a modifié sa présentation pour rester dans le coup. Rien n'a manqué à cette campagne publicitaire, même pas l'adoption d'un slogan choc, il y avait «Génie lave plus blanc sans bouillir», «Le Roquefort d'abord», «Préfontaines, le velours de l'estomac» et telle chaîne de supermarchés qui écrase les prix, il y a maintenant l'HD «le seul hebdomadaire qui n'a pas peur de l'an 2 000», ni du ridicule d'ailleurs.

Le seul changement perceptible dans le contenu de la nouvelle HD, c'est l'orientation plus marquée en direc-

tion des cadres, des ingénieurs et de la petite bourgeoisie. La publicité en est un aspect : on y recommande surtout des voitures du haut de la gamme : Renault 20 par exemple, ou un tapis de luxe. Certaines rubriques s'adressent directement à ces couches : par exemple, «plaidoyer pour le beaujolais 75» et en particulier ce passage : «Le beaujolais, oui, c'est comme les femmes, les fleurs... ça ne se cueille pas n'importe quand, n'importe où. Il faut savoir attendre». Et c'est d'autant plus difficile que notre spécialiste s'est rendu compte que le beaujolais nouveau n'était pas à la hauteur même dans les bis-

trous les «plus huppés». La rubrique mode montre bien à qui l'HD s'adresse : les bottes sélectionnées coûtent 339 F la paire, à la portée de toutes les bourses !



Plus significatif encore, l'HD publie un sondage qu'elle a commandé à l'IFOP et fait analyser par des sociologues. Il a été effectué à la

Thomson-CSF de Gennevilliers et étudie les appréciations portées par les salariés de cette entreprise sur le PCF et son programme. Pourquoi cette entreprise ? Parce que le pourcentage de cadres et de techniciens y est particulièrement élevé. Le PCF fait ainsi appel aux instituts de sondage et aux sociologues pour savoir ce que les ouvriers pensent de sa politique, c'est révélateur des liens qu'il entretient avec eux et des possibilités d'expression qu'il leur donne. La démocratie ouvrière dans le PCF nouvelle formule, c'est les sondages de l'IFOP.

Un des enseignements de ce sondage, c'est que les travailleurs ne se font pas trop d'illusions sur le PCF : 37 % pensent que le chômage serait le même avec la gauche au pouvoir, 9 % seulement pense qu'il serait supprimé, 42 % pensent que le pouvoir d'achat ne changerait pas, 7 % qu'il serait très amélioré.

# ESPAGNE

## Manifestations à Barcelone

Barcelone, le 8 février. L'Assemblée de Catalogne avait appelé ce matin à une manifestation. Le point de rendez-vous était le «parc de la citadelle», lieu du parlement catalan de la généralité c'est là qu'ils se réunissaient. La manifestation était interdite. Malgré cela, 60 à 80 000 personnes au moins venant de nombreuses et diverses régions de Catalogne se sont manifestées.

Rassemblées en 6 points de Barcelone, ils ont tenté de converger sur la place de la Citadelle, ils n'ont pas pu l'atteindre, empêchés par un énorme déploiement policier. Malgré cela, il y a eu de grandes concentra-

tions de milliers de personnes, notamment place Catalogne, passeig de Gracia, rue Arago, etc... Les manifestants criaient «Amnistie» «Liberté» «Statut d'Autonomie» et brandissaient des drapeaux catalans. Ils se dispersaient devant les interventions de la police pour se regrouper plus loin. Sur la passeig de Gracia, le trafic a été interrompu pendant plus d'une heure. Des barricades ont été constituées à la Rambla Catalunya la police est intervenue de façon très violente, tirant notamment aux balles de caoutchouc. Il y a eu des blessés, et peut-être des arrestations qui n'ont pas été confirmées pour le moment.

## Espagne : révision du décret anti-terroriste

On connaît aujourd'hui quelles «modifications» le gouvernement Arias Navarro a apporté au décret anti-terroriste d'août dernier : les aspects les plus voyants et les plus sanglants du fascisme comme la procédure «sumarismo» (expéditive et sans appel) sont partiellement éliminés des textes ; les délits de «terrorisme» ne seront plus jugés automatiquement par les tribunaux militaires, mais par les T.O.P. (Tribunaux d'Ordre Public) qui jugent en général les «délits d'opinion» (presse, manifestation, réunion), à l'exception des actes commis par les groupes armés. Cette exception est d'importance, car elle tend à isoler, par une répression modulée et sélective, les courants révolutionnaires (FRAP) et indépendantistes (ETA) qui ont justement été les principales victimes du décret anti-terroriste.

matiquement assimilé au terrorisme et cette notion devient plus vague. Ceci revient à laisser un espoir et une porte de sortie aux révisionnistes de Santiago Carrillo. Le but de l'opération là aussi est clair : permettre une plus grande souplesse dans la répression, en fonction des situations concrètes, en revenant au système juridique antérieur au décret d'août : un système fasciste où il est normal que les juridictions «ordinaires» comme les TOP condamnent à 20 ans pour s'être réunis.

Pour eux, donc, rien de changé. D'autre part, le communisme, d'après la nouvelle loi, n'est pas auto-

Le projet de l'oligarchie espagnole est de se constituer une opposition légale respectueuse lui permettant de ravalier sa façade tout en continuant à frapper lourdement les masses en lutte. Un signe : le chanteur Raimon, acclamé par plus de 5000 personnes à Madrid aux cris de Liberté, Amnistie, et République vient de voir ses prochains récitals interdits par la Direction Générale de la Sûreté.

# INFORMATIONS GENERALES

## Guatemala : L'ARMÉE TIRE SUR LES «PILLARDS»

Le bilan du tremblement de terre du Guatemala s'alourdit d'heure en heure. Le nombre de morts s'élève déjà à plus de 7 000. Il est à craindre que le bilan définitif ne soit supérieur à 15 000 morts. De nouvelles secousses se sont produites provoquant la panique. Le tremblement de terre a fait des victimes presque exclusivement dans les quartiers populaires, où les habitations en bois ou en boue séchée se sont écroulées par centaines alors que les habitations en dur des quartiers riches ont beaucoup mieux résisté. Il n'y a eu aucune victime parmi les 5 000 Américains résidant au Guatemala ou parmi les touristes.

La situation actuellement est tragique ; la population des quartiers populaires est dépourvue de tout malgré les premiers secours qui commencent à s'acheminer en provenance du Mexique. A Ciudad de Guatemala la capitale on dénombre plus de 100 000 sans abri. Les villes situées dans la région de la capitale sont détruites aux

trois-quarts. En raison des risques d'épidémie, les corps des victimes sont brûlés au lance-flammes. Le premier souci du gouvernement n'est pas de porter secours aux quartiers populaires, mais d'assurer la protection des quartiers bourgeois. L'armée est sur le pied de guerre et tire sur les «pillards». Le maintien de l'ordre est plus important que l'aide aux sinistrés pour ce gouvernement aux ordres de l'impérialisme américain.

Un récent congrès de spécialistes des tremblements de terre, avait admis qu'il serait possible de prévoir les secousses sismiques et donc d'organiser en conséquence, mais en raison des troubles à l'ordre public que cela pourrait causer, ces spécialistes ont estimé qu'il était préférable de ne pas les annoncer à l'avance. La vie des masses populaires ne pèse pas lourd pour ceux qui nous gouvernent. Leurs larmes de circonstance après ces «catastrophes» n'en sont que plus révoltantes.

## France Irlande : UN MATCH PASSABLE



Il est difficile de juger l'équipe de France sur son match contre l'Irlande gagné sur le score logique de 26 à 3, tant était grande la faiblesse de l'équipe irlandaise. Les Français ont dominé dans presque tous les domaines excepté dans les regroupements en mêlée ouverte, où les Irlandais furent plus rapides. L'écrasante supériorité du pack, la vitesse et l'intelligence de jeu de Rives et Skreia qui s'entendent parfaitement ont assuré sans problèmes le succès des Français, mais il n'en ira certainement pas aussi facilement contre les Gallois à Cardiff. Ceux-ci viennent de battre l'Ecosse par 28 à 6. Il faudra pour que l'équipe de France s'impose, un jeu plus construit et qui fasse plus appel aux ailiers Gourdon et Averous qui, quand ils ont des balles réussissent des percées remarquables.

L'arbitrage particulièrement tâillon n'a pas facilité la tâche des joueurs. Quelle

idée d'accorder une pénalité à la France et d'annuler le drop de Droitecourt, l'arbitre semblait ignorer la règle de l'avantage. Il y eut également plusieurs coups de sifflets intempestifs sur de petites fautes de position. Il y a là une conception du règlement qui va à l'encontre du jeu. La sévérité de l'arbitre était d'autant moins justifiée que le match à été très correct, et qu'aucune brutalité n'a été commise.

Classement du tournoi des 5 nations :  
1- Galles et France (2 matches) : 4 points  
3- Angleterre et Irlande (1 match) : 0 point  
5- Ecosse (2 matches) : 0 point

Calendrier des matches à jouer :  
21 février : Irlande-Galles, Ecosse-Angleterre  
6 mars : Galles-France, Angleterre-Irlande  
20 mars : France-Angleterre, Irlande-Ecosse

### DESCENTE DAMES A INNSBRUCK

- 1- Rosi Mittermaier (RFA)
- 2- Brigitte Totschnig (Aut.)
- 3- Cyndia Nelson (USA)
- 5- Danièle Bernard (Fr.)
- 6- Jacqueline Rouvier (Fr.)

### CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

- St Etienne - Marseille 1 - 0  
Reims - Nice 1 - 0  
Classement :  
1 - St Etienne - 35  
2 - Nice - 33

## Grenoble : le conseil des Prud'hommes pour les médecins-flics

Le Conseil des Prud'hommes de Grenoble a débouté deux syndicalistes ouvriers de Caterpillar qui avaient porté plainte contre leur entreprise qui leur avait supprimé leurs indemnités complémentaires de maladie. En congés maladie, les deux ouvriers avaient refusé le contrôle d'un médecin de la Sécurex, envoyé par leur patron, qui s'était saisi de ce prétexte pour refuser de leur payer les indemnités complémentaires. A Nantes, pour une même affaire, le Conseil des Prud'hommes avait donné raison à un ouvrier de Creusot-Loire. La décision du Conseil des Prud'hommes de Grenoble est un encouragement aux patrons à pratiquer des contrôles médicaux par l'intermédiaire d'officiers comme Sécurex, elle va dans le sens de ce que réclame le CNPF.

## En bref

### Un prince pas fier : il touchait des pots de vin

Une commission sénatoriale américaine vient de révéler que la société US d'aviation Lockheed avait versé au total pour 15 millions de dollars à des personnalités étrangères afin de favoriser la conclusion de contrats d'achats de ses avions. Au nombre des personnalités, un Néerlandais aurait reçu 1,1 million de dollars. On murmure aux Pays-Bas, qu'il s'agit du prince Bernhard, prince consort époux de la reine Juliana. Pour allonger la soupe royale, le prince n'a pas hésité à accepter d'importants pots de vin de la part de Lockheed. Ce ne serait pas la première fois, dit-on, le prince ayant déjà, pendant la période hitlérienne, rendu les mêmes services à une usine allemande d'armements.

### Deux jeunes meurent dans une avalanche

A Bonneval sur Arc, en Savoie, un groupe de jeunes skieurs a été pris dans une avalanche. Deux d'entre eux ont été enfouis sous la neige et n'ont pu être sauvés.

# LA VIE DU JOURNAL

## PARMI VOS LETTRES

### Des loisirs pour tous

Dans un quartier populaire de Béligny, un club de jeunes s'est créé à l'initiative de la municipalité. Mais la situation du local (sous des HLM) qui limite les heures d'ouverture à cause du bruit après 22 H, la discipline imposée, non comprise par les jeunes qui viennent jouer aux cartes alors qu'à ce moment-là le local est réservé à «l'activité bibliothèque», font que les jeunes s'en désintéressent. Aussi après avoir discuté avec les jeunes du quartier, nous avons obligé la municipalité à nous céder une deuxième salle à notre disposition. D'ores et déjà, nous l'ouvrons en tenant compte du désir de chacun : que ce soit le matin ou l'après-midi, pour permettre aux jeunes qui travaillent en équipes ou qui sont au chômage d'accéder à la salle. Mais pour conserver le local, il nous faudra associer les travailleurs du quartier, les parents à nos activités, pour lutter contre les sous-entendus et les calomnies déversées sur les jeunes : «Les jeunes sont bruyants, brutaux, ils ne savent pas s'amuser sans tout casser».

Correspondant de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire de Villefranche-sur-Saône

## Un climat d'insécurité

Mardi 3, sur l'A 2 un film : «L'étrangleur de Boston» avec pour débat : peut-on être criminel malgré soi ? Enfin un sujet intéressant ne s'arrêtant pas à la constatation, mais aux causes profondes du malaise de la société actuelle. Le débat a été supprimé en donnant comme raison le danger de réveiller les tendances violentes, perverses du criminel de Nogent-sur-Oise. Cependant, le film est passé oui. Avec cela, s'il n'a pas des idées ! Mais ce film fait partie du moyen de persuasion des masses en les plongeant dans un climat de totale insécurité, nouvelle politique gouvernementale réduisant les hommes à n'être plus que des objets plus faciles à manier...

un groupe d'étudiants d'Amiens

## COMMUNIQUÉS

### COMITE DE SOUTIEN AUX DETENUS POLITIQUES DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

#### BILAN ET PERSPECTIVES

Pour préparer le procès des militants de And Jéf (qui a eu lieu le 10 octobre 75), tous victimes de la répression du régime fasciste et néo-colonial de Senghor, un groupe d'étudiants et de travailleurs immigrés a pris l'initiative de créer un comité de soutien aux détenus politiques de l'Afrique de l'Ouest.

Le Comité, dès sa naissance s'est fixé pour objectif de contribuer au soutien des peuples africains en lutte et particulièrement à la défense des militants africains qui remplissent les geôles des gouvernements réactionnaires africains.

Pour ce faire, le Comité a développé une campagne d'information et de mobilisation effectuée en direction de toutes les forces progressistes de France, en particulier des travailleurs et étudiants immigrés.

C'est ainsi que 60 pétitions ont été signées par les travailleurs et personnalités démocrates et anti-impérialistes, pétitions fustigeant le régime exécré de Senghor et réclamant la libération inconditionnelle et immédiate de tous les détenus politiques sénégalais. Le Président-Poète assassin a reçu ces pétitions deux jours avant le procès.

Par ailleurs, le Comité a participé, pour une somme de 2 000 NF, à l'envoi d'un avocat à Dakar. Et l'on peut dire que l'impossibilité dans laquelle s'est trouvé le régime fasciste de Senghor de condamner nos camarades à des peines allant au-delà de 2 ans d'emprisonnement n'est pas étrangère à l'écho international que le Comité a su donner à la juste lutte du peuple sénégalais.

C'est pourquoi nous pensons que ce Comité est une structure qui vient à son heure et nous lançons un appel à tous les démocrates et anti-impérialistes pour qu'ils viennent grossir les rangs du Comité, en vue d'intensifier la lutte contre l'impérialisme international et les gouvernements néo-coloniaux à sa solde.

Le Comité ouvre ses portes, sans distinction de race ni de nationalité, à tous ceux qui veulent lutter contre l'ennemi principal de l'Afrique, pourvu seulement qu'ils acceptent d'y adhérer à titre individuel (et non en tant que représentant d'une organisation).

Tous les camarades intéressés sont priés de s'adresser à la permanence (46, rue de Vaugirard, M<sup>o</sup> Odéon, Paris 6<sup>e</sup>) tous les samedis de 17 H à 18 H, où ils pourront prendre connaissance du bilan exhaustif de la plate-forme et de tout autre renseignement concernant le Comité.

Le C.S.D.P.A.O.

Adresse postale :

Moussa Tounkara - BP 319 - 75 525 Paris Cedex 11

### DEVENEZ CORRESPONDANT DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

TÉLÉPHONEZ AU QUOTIDIEN DU PEUPLE  
208 65 61 Paris 8 H 30 à 13 H

Le Quotidien du Peuple - publication du PCR (ml)  
Adresse postale : BP 225 - 75 924 Paris Cedex 19  
CCP N<sup>o</sup> 23 132 48 F Paris  
Directeur de publication Y. Chevet  
imprimé par IPCC - distribué par NMPP  
Commission paritaire : 56 942

## EN AVANT VERS LE 12 PAGES

Les nombreuses lettres que nous avons reçues depuis un mois reflètent la prise en mains par les lecteurs de l'amélioration du Quotidien.

Aujourd'hui, continuer à améliorer le Quotidien réclame de lui donner plus d'extension. Déjà depuis le début janvier, le samedi nous sommes parus sur 12 pages : les lecteurs ont pu constater combien cela permet de faire un journal différent avec plus d'informations, plus de reportages, plus de place pour approfondir les questions et en aborder de nouvelles comme ils le réclament. Cette voie qu'il est urgent aujourd'hui de généraliser.

Nous avons lancé en décembre une souscription pour le passage aux 12 pages. Nous publions aujourd'hui l'état actuel de cette souscription.

Avec les 126 198 F, nous voyons que les conditions pour passer aux 12 pages sont en bonne voie d'être rassemblées. Nous remercions tous les camarades qui ont permis cela. Nous savons aussi que vous êtes nombreux à attendre ce 12 pages, prêts à un dernier effort pour permettre sa sortie. Et c'est sur la base de la confiance que nous faisons aux lecteurs du Quotidien que nous pensons qu'il est possible de réunir d'ici le 16 février les 23 800 F pour atteindre les 15 millions.

### souscription au 5/2/76

VILLEFRANCHE SUR SAONE	Des jeunes travailleurs	77,50	NANCY	
Une secrétaire	de Paris		Un O.S. et une employée	75
Une ouvrière	J.P. Bures sur Yvette	300	Un soldat	40
Un camarade à l'armée	D.F. Paris	10		20
P.S.	J.L.	10	STRASBOURG	
DUNKERQUE	A.S. St Michel sur Orge	100	Des camarades	100
	BÉTHUNE	97	Un couple d'enseignants	110
NANTES C.B.		50	Collecte	97,50
	LILLE	523	St-PIERRE DES CORPS	
LA ROCHE SUR YON R.C.	R.S. TOURCOING	20	B.R.	55
RENNES	LIÉVIN		ALBI M.B.	50
	Un mineur de la fosse 7	50		40
	NICE A.A.	100	MONTCEAU	105
	P.M.	50	SAINTES P.R.	50
	H.Z.	15		10
BEAUVAIS	MARSEILLE	570	BORDEAUX T.G.	100
J.L.R.		252,85	A.W.	10
	J.T.	10	JP.G.	10
PARIS JP.G.	ANGERS	10	DIJON N.B.	50
	GRENOBLE	20	DOLE A.G.	20
	Sescosem	20	LOUHANS	150
	CALUIRE ET CUIRE H.M.	50	FEIGNIES un cheminot	10
	LYON	2 062,50	POITIERS	20
		615	NIORT A.D.	10
	FOS SUR MER	100	AUTUN G.C.	50
Cercle INSEE	ORLÉANS	211	MACON G.M.	50
Un professeur	J.G.	55	St-ETIENNE D.V.	10
Une mère de famille		95	ANZIN R.C.	25
	LE HAVRE	70	DOUAI F.D.	30
		85	CHOLET G.P.	10
	AMIENS	140		
	Une employée	100	TOTAL	23 645,90
	ANGERS	10		
R.D. Paris 19 <sup>e</sup>	REIMS un professeur	55	DÉJA SOUSCRIT LE 11/12/75 :	102 553 F
C.R. Paris 16 <sup>e</sup>		7		
L.A.	THONVILLE	200	TOTAL SOUSCRIT	
Un ancien du PCF P.14 <sup>e</sup>	BESANCON	1 865,50	POUR LES 15 MILLIONS :	126 198,90 F
M.B. Paris 18 <sup>e</sup>	VOUZIERIS L.R.	10		
V.M. Paris	CRÉMIEU J.L.C.	60		
J.M.J. Paris 7 <sup>e</sup>	CHALONS	1 000		
Mme V. Paris 5 <sup>e</sup>	St-GRATIEN A.L.	50	RESTE A SOUSCRIRE	
F.B. Alfortville	LONGWY	192	POUR LES 15 MILLIONS :	23 801,10 F
J.L.S. Paris 8 <sup>e</sup>		300		
C.C. Ivry	PERTHES E.G.	200		

## VIE QUOTIDIENNE

### JE VOUDRAIS DIRE DEUX CHOSES SUR LA FAMILLE

Depuis que je suis partie pour travailler, je revenais le week-end chez mes parents, et ça me faisait plaisir. Il y a une chose qui me faisait particulièrement chaud au cœur, c'est le climat de confiance. Ça me retapait après les brimades de toutes sortes de la semaine. Et puis maintenant, je suis au chômage. Ça fait 6 mois. Ils ne comprennent pas que je ne trouve pas de travail.

«Est-ce que tu cherches bien ?»

C'est la première fois qu'ils mettent en doute ce que je dis. Et ça fait mal... C'est ma faute si je suis au chômage !

Je leur explique comment ça se passe : on est deux à se présenter pour une place de mécanicienne-piqueuse, ils nous prennent toutes les deux à l'essai, ils gardent l'autre fille parce qu'elle a un CAP de couture et qu'elle a appris à piquer vite. On est 20 pour un poste d'éducatrice, moi, ils me trouvent trop jeune, je n'ai pas assez d'expérience... (comment on peut

l'avoir, si on ne la commence pas ?) Pour faire des ménages... je n'ai jamais été femme de ménage, ça ne marche pas, etc... Je leur explique ça, mais ils me croient à moitié. Je suis furieuse que la bourgeoisie arrive à entamer la confiance qu'il y a dans une famille avec toutes les idées qu'elle fait planer sur le chômage !

Ces temps derniers, les liens ont failli prendre un nouveau coup avec tout le tapage qui a été fait autour de la secte Moon : endoctrinement des jeunes. Coupure d'avec la famille. Et moi qui m'occupe de politique, qui viens moins souvent chez les parents : l'autre jour, (c'était le moment fort sur la secte Moon) ma mère m'a presque fait une scène :

«Pour ce que la famille compte pour toi maintenant !...»

Ca y est ! Parce qu'à force, je suis devenue révolutionnaire... j'ai été endoctrinée, j'ai renié ma famille ! C'était quand même un peu gros, cette fois. Ma mère a

dû réfléchir, elle ne m'a pas reparlé comme ça depuis. Mais j'ai compris avec cette affaire comment la bourgeoisie s'appuyait sur la famille, la «famille-refuge» pour faire pression sur les jeunes, les femmes, et tenter de les éloigner de la vie sociale, de la lutte contre l'exploitation et l'oppression capitalistes.

Ce que je veux dire, c'est que par rapport à la famille, on est pris dans des contradictions.

D'un côté, on voudrait en faire un endroit où on a des liens privilégiés. Et là, la bourgeoisie attaque, elle met plein d'obstacles à ces liens.

Et d'un autre côté, la bourgeoisie s'appuie sur la famille pour favoriser l'isolement, encourager l'individualisme. Elle voudrait faire de la famille un endroit où on se réfugie, pour se reposer, se détendre, se retaper, et oublier un moment les difficultés et la lutte.

Une lectrice de Grenoble

# THÉÂTRE

La troupe

## (EL HALAKA)

d'Aix-en-Provence

La troupe El-Halaka est née il y a quelques mois. Au départ, il s'agissait de quelques sketches pour populariser des luttes menées par des travailleurs immigrés. Puis ces différents sketches furent articulés de manière à constituer une pièce montrant les différents aspects de l'exploitation des travailleurs immigrés. Plusieurs objectifs ont présidé à la constitution de cette troupe : d'une part, une plus large diffusion des idées exprimées dans la pièce, (la lutte contre le racisme, les marchands de sommeil, les flics...) montre qu'il est possible pour les travailleurs immigrés de s'exprimer ; d'autre part vis-à-vis des travailleurs français, les sensibiliser à l'exploitation des travailleurs immigrés, développer la solidarité. Dans un deuxième temps une revendication culturelle s'est greffée sur les objectifs de départ.

«Par culture nous entendons toutes les créations issues de notre réalité quotidienne et non la matraque idéologique imposée par nos bourgeoisies, que nous considérons comme une mystification de notre culture. Notre travail a également la prétention de permettre le rapprochement et une solidarité de tous les travailleurs» (El-

Halaka). «El Halaka» dans les traditions maghrébines, ce sont des conteurs et des troubadours se déplaçant de Soukhs en places publiques.

La pièce : «Vive la France, les immigrés silence !» est beaucoup plus un canevas, qu'une pièce déjà écrite, elle est ouverte et à l'écoute des faits que vivent les travailleurs. «Nous adoptons le rire, dit la troupe, car nous considérons que le rire est un moyen d'approche intéressant, et aussi parce que nous ne pleurons pas et ne nous lamentons pas sur notre sort ; nous choisissons d'en rire parce que nous prenons nos responsabilités par rapport à cette situation».

En effet, le rire que communique la troupe «El-Halaka» c'est celui des travailleurs qui luttent pour transformer leurs conditions de vie.

Si la troupe «El-Halaka» qui a déjà représenté la pièce dans plusieurs villes vient dans la vôtre, ne manquez pas d'aller la voir et de soutenir son action.

Corresp. Aix

Pour tout contact :  
Troupe El-Halaka  
Théâtre du centre  
27, rue du 11 novembre  
tél. 26 34 55  
13 100 Aix-en-Provence

VENDREDI SOIR SUR FR 3 "Les grandes batailles du passé"

## NON LA COMMUNE N'ETAIT PAS "UN REVE"

Peut-on parcelliser l'Histoire et considérer «la Commune de Paris» comme «une grande bataille du passé» ?

C'est ce qu'ont voulu nous faire croire les réalisateurs de l'émission de vendredi dernier sur FR 3. Et la parcellisation est d'autant plus grande qu'ils n'avaient retenu de cette première révolution prolétarienne que l'épisode final «La semaine sanglante».

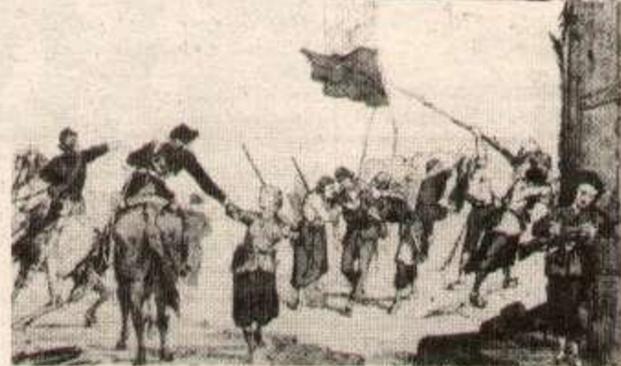
Ce choix leur a donc permis de passer sous silence l'essentiel de la Commune c'est-à-dire la destruction de l'appareil étatique bourgeois et la prise du pouvoir réelle par les travailleurs : délégués élus et révocables, peuple en armes, réquisition des moyens de production, droit à la parole (comités de quartier, pétitions, journaux, affiches...)

La Commune de Paris y apparaît, comme dans tous les manuels de la bourgeoisie, telle une sorte de champion poussé sur les décombres de la défaite, et unique en son genre. Alors que dans plusieurs villes de province, des mois avant Paris, avaient été proclamées des Communes. Non, ce n'était point une infime minorité de Français contre l'immense majorité qui avait plébiscité Monsieur Thiers, ainsi qu'on veut nous le suggérer. C'était l'avant-garde de la classe ouvrière contre la France des banques et de la grande

industrie qui, jouant sur l'ignorance, sur le matraquage idéologique des masses rurales, parvint à les utiliser contre leurs frères de classe !

Comme dans l'équipe de la réalisation se trouve l'historien révisionniste de service, Jean Bruhat, on n'ose pas nous montrer les Communes excités, mais plutôt comme de braves gens qui «rêvent tout haut». (un rêve qui,

Ce qui frappe dans ce genre d'émission c'est l'ambiguïté - habile d'ailleurs - du propos. Le rouleau compresseur de la prétendue objectivité historique passe par là pour tout niveler. C'est, par exemple, le même ton pleurnichard pour commenter la chute de l'Empire et les dernières heures de la Commune, comme si l'on avait à s'attrister sur le sort d'un régime de corruption et de



Par milliers, des travailleurs prennent le fusil pour défendre la révolution.

moins d'un demi-siècle plus tard, est devenu réalité avec la révolution d'octobre 17, et depuis près de 30 ans pour le peuple chinois). D'ailleurs l'aspect «violence aveugle des masses» n'est pas absent de l'émission puisque nous avons droit à une séquence sur l'exécution des otages, mais sans qu'on nous parle de tous les prisonniers froidement exécutés en mars, avril, par les troupes versaillaises.

scandale, exécuteur des consignes patronales !

On nous dit innocemment «Thiers voulait la paix». Mais quelle paix ? Celle des nantis, celle qui étouffe les luttes ouvrières et qui permet de faire fonctionner la machine à profit. Thiers, un des plus sinistres commis de la bourgeoisie, «ce nabot monstrueux», le présenter en pacifiste, en patriote !

Paule SACONNET

# TÉLÉVISION

## Programme

LUNDI 9 FÉVRIER

TF 1

18 h 45 - Pour les jeunes  
19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Alors, raconte  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - Regards sur l'histoire ; Louis II de Bavière  
22 h 15 - Débat  
23 h 15 - Jeux olympiques  
23 h 30 - JOURNAL et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 45 - Y'a un truc  
20 h 00 - JOURNAL  
20 h 30 - La tête et les jambes  
21 h 45 - Jeux olympiques Patinage artistique ; danse libre  
23 h 00 - JOURNAL et fin

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales  
19 h 40 - Tribune libre ; la Fédération de l'Éducation Nationale  
19 h 55 - flash JOURNAL  
20 h 00 - Programmes régionaux  
20 h 30 - Prestige du cinéma : ne nous fâchons pas, avec Mireille Darc et Lino Ventura  
20 h 05 - JOURNAL et fin

## feuilleton

# ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ : E. Snow a demandé à Mao Tsé-Toung de lui faire le récit de sa vie. Mao est né en 1893, dans un village du Hounan. Il vient de raconter comment, à 13 ans, il s'est révolté contre son père devenu un «paysan riche». A l'école primaire, Mao lit beaucoup de romans de la vieille Chine et surtout des histoires de révolte. Il quitte l'école et travaille à la ferme de son père...

14<sup>e</sup> épisode

### INFLUENCES DE JEUNESSE

#### LES HÉROS DES VIEUX ROMANS

«Je continuai à lire les vieux romans et récits de la littérature chinoise. Il me vint un jour à l'esprit que toutes ces histoires avaient une particularité commune, et c'était l'absence de paysans cultivant le sol. Tous les personnages étaient des guerriers, des fonctionnaires ou des lettrés ; il n'y avait jamais de héros paysan. Cela m'intriqua pendant deux ans, et alors je me pris à analyser le contenu des histoires. Je trouvai que toutes glorifiaient des hommes de guerre, des dirigeants du peuple qui n'avaient pas besoin de travailler la terre parce qu'ils la possédaient et l'avaient sous leur dépendance, et de toute évidence la faisaient travailler par les paysans à leur propre compte. (...)

Après avoir quitté sa famille, Mao Tsé-Toung reprend ses études. Il lit beaucoup.

#### LA FAMINE DE TCH'ANG-CHA

«En ce temps-là se produisit au Hounan un incident qui influa sur ma vie entière. En dehors de la petite école où j'étudiais, nous remarquâmes, les autres étudiants et moi, de nombreux marchands de haricots qui revenaient de Tch'ang-cha (1). Nous leur demandâmes pourquoi ils avaient tout quitté, et ils nous relatèrent le grand soulèvement qui s'était produit dans la ville. «Il y avait eu une grande famine cette année-là, et à Tch'ang-cha des milliers de gens n'avaient pas

de quoi manger. Les familles avaient envoyé une délégation chez le gouverneur civil pour demander des secours mais il avait répondu d'une manière hautaine : «Pourquoi n'avez-vous pas à manger ? Il y a abondance dans la ville. J'ai toujours assez, moi». Quand la population connut la réponse du gouverneur, elle fut soulevée d'indignation. Elle se réunit en masse et se livra à une démonstration. La foule attaqua le yamen (2) mandchou, abattit le mât du drapeau, symbole de la fonction, et chassa le gouverneur. A la suite de ces événements, le commissaire des Affaires intérieures, un homme du nom de Tchang, se présenta monté sur son cheval et dit à la population que le gouvernement allait prendre des mesures pour lui venir en aide. Tchang était sincère dans sa promesse, mais l'empereur lui était hostile. Il l'accusa d'être en collusion avec la «populace» et le révoqua. Un nouveau gouverneur arriva, qui aussitôt ordonna l'arrestation des chefs du soulèvement. Beaucoup d'entre eux furent décapités et leurs têtes furent exposées sur des perches à titre d'avertissement à de futurs «rebelles» éventuels.

«Dans mon école, cet incident fit l'objet de discussions qui durèrent plusieurs jours. Il fit sur moi une impression profonde. Les autres étudiants sympathisaient pour la plupart avec les «insurgés», mais seulement du point de vue d'un observateur. Ils ne comprenaient pas que cela eût un rapport avec leur propre existence. Ils s'y intéressaient uniquement comme à un incident émouvant. Je ne l'oubliai jamais. Je savais qu'avec les révoltés il y avait des gens ordinaires comme ceux de ma propre famille et je ressentais profondément l'injustice du traitement qui leur avait été infligé.

#### RÉVOLTES PAYSANNES

«Peu de temps après, à Chao-chan, il y eut conflit entre des membres de la Ko-lao-hoei, une société secrète et un propriétaire du pays. Il les

cita en justice, et comme c'était un propriétaire puissant, il n'eut pas de peine à acheter une sentence qui lui fût favorable. Les membres de la Ko-lao-hoei furent condamnés. Mais au lieu de se soumettre, ils se révoltèrent contre le propriétaire et les autorités, et se retirèrent sur une montagne proche appelée Lieou-chan où ils se retranchèrent. Des troupes furent envoyées contre eux et le propriétaire répandit le bruit qu'ils avaient sacrifié un enfant en levant la bannière de la révolte. Le chef des rebelles s'appela P'ang le Meulier. Le mouvement fut réprimé et P'ang fut forcé de fuir. A la fin, il fut pris et décapité. Aux yeux des étudiants, pourtant, c'était un héros, car tous étaient de cœur avec la révolte.

«L'année suivante, alors que le riz nouveau n'était pas encore moissonné et que le riz d'hiver était épuisé, il y eut pénurie de grain dans notre district. Les pauvres demandèrent aux riches cultivateurs de les aider et ils lancèrent un mouvement qui s'appela «Mangeons du riz gratis (3)». Malgré la pénurie, mon père qui était marchand de riz en exportait de grandes quantités de notre district vers la ville. Un de ses envois fut saisi par les paysans pauvres et sa colère fut sans bornes. Je n'étais pas de cœur avec lui. En même temps, je pensai que la méthode des villageois était aussi fautive.

«Une autre influence qui se fit sentir sur moi dans ce temps-là fut la présence d'un maître «avancé» dans une école primaire locale. Il était «avancé» parce qu'il s'opposait au bouddhisme et voulait se débarrasser des dieux. Il exhortait les gens à convertir leurs temples en écoles. C'était une personnalité très discutée. Je l'admirais et approuvais ses vues.

«Ces incidents, se produisant coup sur coup, laissèrent une empreinte durable sur mon jeune cerveau déjà rebelle.» (...)

(à suivre)

1 - Capitale du Hounan

2 - Siège de l'autorité publique

3 - Littéralement «Mangeons à la grande maison» c'est-à-dire au grenier du propriétaire.

**INTERNATIONAL**

**Djibouti et Mayotte**

**DEUX EPINES DANS LE PIED DE GISCARD**

**Sur la route  
du pétrole**

Impérialisme secondaire, confronté aux tentatives de main-mise des États Unis et de l'URSS, la France a pu tenter, ces dernières années, de faire certaines avances en direction des pays du Tiers Monde, en vue de serrer l'étau de cette double menace. A deux reprises, les débats de l'organisation des Nations Unies viennent de mettre en lumière les difficultés de cette politique. Sur la question de Mayotte, le gouvernement de Giscard, complètement isolé, a dû recourir à son droit de veto pour empêcher que rentre dans les faits une condamnation qui n'en reste pas moins réelle. Et il devra vraisemblablement, dans les heures qui viennent, retirer la plainte qu'il avait déposée contre la Somalie, de peur de subir un nouvel échec.

Mayotte et Djibouti sont effectivement significatives des limites de l'engagement «tiers-mondiste» de notre bourgeoisie.

Djibouti, au débouché de la mer Rouge, commande la route du canal de Suez, désormais rouvert à la circulation maritime, et que les projets d'élargissement doivent rendre d'ici quelques temps accessible aux grands tankers pétroliers. Mayotte, située à l'entrée du canal du Mozambique, est sur la route dès à présent obligée de ces mêmes pétroliers, en provenance de la région du Golfe arabo-persique : il s'y construit une base militaire.

Dans un cas comme dans l'autre, l'objectif de notre bourgeoisie est clair : maintenir à tout prix sa présence militaire dans une région rendue stratégique parce qu'elle contrôle la route du pétrole. Chirac, évoquant «l'effort militaire» que la France est prête à faire pour Djibouti, manifeste les dernières conséquences d'une logique de classe qui, derrière toutes les apparences est en réalité demeurée immuable : ayant fait le choix de se reposer pour son approvisionnement énergétique sur le pillage du Moyen-Orient, nos capitalistes doivent en protéger militairement la route. Ils doivent, pour cela, maintenir leur oppression sur des peuples qui la rejettent. Ce faisant, ils se trouvent en contradiction avec l'ensemble de ces pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine qu'ils tentent, par ailleurs, de se concilier.

C'est contre cette classe que doit, que peut, se réaliser l'unité entre notre peuple et ceux du Tiers-Monde, en premier lieu qui sont en butte à ses entreprises d'oppression et de pillage.

Jean LERMET

Les mêmes contradictions restant présentes, la tension persistait hier à Djibouti. Les troupes coloniales restaient toujours massées à la frontière de la Somalie, au poste de Loyada, où ont eu lieu les incidents de jeudi dernier. Au sujet des tirs qui avaient été à cette occasion dirigés contre la Somalie, le président de ce pays, Syaad Barre, a déclaré : «La révolution somalienne s'attendait à cette attaque, mais elle ne se laissera pas abattre». Cependant, un «référéndum» avait lieu hier dans l'île de Mayotte.

**UNE VERSION EMBARRASSÉE DE LA FUSILLADE**

On se souvient que, dans la journée de jeudi, la version française officielle de la fusillade qui avait, du côté français, coûté la vie à deux enfants, était qu'un des membres du commando avait eu le temps de lâcher une rafale sur les otages. Aujourd'hui, on prétend que ce serait les policiers somaliens qui auraient tiré sur le car.

A l'appui de cette thèse, des armes «récupérées par les groupes d'assaut». Version bien gênante pour les autorités françaises : elle revient en effet à reconnaître que leurs forces armées ont délibérément pénétré en territoire somalien, comme elles le niaient jusqu'ici, et comme le gouvernement somalien le disait. On est donc de plus en plus fondé à tenir pour exactes les déclarations officielles somaliennes, faisant état de nombreux morts et blessés parmi les policiers et la population civile de leur côté de la frontière.

D'autre part, aucune réponse n'a été fournie quant



au nombre de «membres du commando» tués par les tireurs de la gendarmerie : oui ou non, les deux membres du Front de Libération venus négocier la libération des enfants figurent parmi les victimes.

**L'ENTREPRISE COLONIALE SE POURSUIT**

Dans la journée de samedi, on apprenait la remise à l'ambassade de France en Somalie du jeune garçon qui avait franchi la frontière jeudi, effrayé, semble-t-il, par les coups de feu. Cependant, vendredi matin, la petite fille la plus gravement blessée au cours de la fusillade de jeudi a succombé. Un certain étonnement se faisait jour dans ce qu'il est convenu d'appeler «la population métropolitaine», expression qui recouvre en réalité pour l'essentiel les militaires et leurs familles. C'est dire les dangers qui pèsent actuellement sur le peuple de Djibouti, confronté en permanence à ces hommes en armes.

Par ailleurs, le ministre responsable, Stirn, déclarait à Paris que la Somalie avait «l'ambition de récupérer le territoire» ; il prétendait voir un problème à «la coexistence d'ethnies différentes». Il prenait ces prétextes pour

affirmer : «Obtenir des garanties pour l'intégrité du territoire demeure indispensable. Personne ne devrait reprocher à la France de vouloir l'assurer même au prix d'un effort militaire». Comme un écho fidèle, Ali Aref, serviteur local de notre gouvernement, affirmait : «La Somalie est entièrement responsable des événements». Par tous les moyens, il s'agit de justifier le maintien et le renforcement de la présence militaire française, au moment où le chef d'Etat somalien précisait : «La Somalie ne veut pas obtenir par la force la côte française des Somalis, elle ne l'envahira pas et ne la réclamera pas».

**UN REFERENDUM TRUQUE A MAYOTTE**

C'est au même moment

que se déroule à Mayotte le «référéndum» qui a pour but de maintenir l'île, qui fait partie des Comores désormais indépendante, dans la dépendance française. Préparée sous la menace des actions terroristes de deux cents gendarmes et 400 légionnaires (chiffre officiel), cette consultation donne lieu à des manipulations dont on jugera en apprenant qu'au cours de sa préparation, 4 000 des 20 000 votants étaient rayés des listes, tandis que 6 000 autres étaient inscrits : soit une variation de 50% du corps électoral.

Le «résultat» ne fait aucun doute, quand on saura que, face à cette situation, les tendances patriotiques appellent au boycott du scrutin.

**UN RÉFÉRENDUM PRÉPARÉ PAR LA TERREUR**

Dans Mayotte, au milieu de l'Océan indien, la légion pénètre dans un village, accompagnée par des hommes de mains du «mouvement populaire mahorais». Les habitants ont fui. Ils ont gagné la forêt. Lorsqu'ils reviennent dans trois ou quatre jours ; ils ne trouveront que des ruines. Ceux de leurs compagnons qui n'avaient pu fuir sont morts bien souvent. Les femmes ont été violées.

C'est ainsi, dans de nombreux villages. Dans les discussions au cours de réunions traditionnelles la majorité des habitants refusaient de voir leur île séparée des autres. Quand les propagandistes du «mouvement populaire mahorais» sont venus pour défendre le rattachement à la France, peu de monde s'était déplacé pour les écouter. Alors les tentatives d'intimidation se sont multipliées. Ici, le village est détruit, là-bas, comme au village d'Ondoudjou, les dirigeants de l'île ont donné un ultimatum. «Nous donnons une semaine aux habitants de ce village pour gagner l'île d'Anjouan. Si vous n'exécutez pas cet ordre, nous viendrons avec la légion étrangère pour brûler vos maisons et vous exterminer» ont averti les dirigeants de l'île. Alors, on les a mis dans des boutres, ces petits bateaux qui servent à transporter des marchandises. «Les femmes étaient malades, racontera

un passager. Nous n'avons que deux litres d'eau par personne pour trente six heures». Certaines boutres iront se perdre sur les côtes d'Afrique.

Deux mille habitants de Mayotte seront ainsi chassés de chez eux. C'était au mois d'octobre. Devant l'indignation soulevée par ces expulsions, le gouvernement interdit qu'à l'avenir les boutres transportent des passagers, et affirme qu'une enquête est ouverte sur les faits. Avec quels résultats ? Les intimidations se sont poursuivies, les terroristes du «mouvement populaire mahorais» bénéficiant toujours de la protection et de l'appui de la légion et de la gendarmerie.

Dans les villages, les paroles deviennent des actes. Au cours du mois de décembre des manifestations sont organisées. «Indépendance et unité des Comores» affirment les pancartes. Au siège même de la légion. Les troupes françaises interviennent : il y aura au moins vingt morts pour les journées des 25 et 26 décembre, un nombre important de blessés. Des renforts de gendarmerie sont alors envoyés à Mayotte.

Depuis le courrier ne parvient plus de Mayotte. Il n'y a plus d'informations ! Les autorités françaises ont achevé de préparer le référendum dans le silence de la terreur. Grégoire CARRAT

**CHINE :**

**HUA KUO FENG, PREMIER MINISTRE PAR INTÉRIM**

Selon diverses sources d'information, la République Populaire de Chine a aujourd'hui un nouveau Premier Ministre. La nomination du camarade Hua Kuo Feng à ce poste de chef du gouvernement par intérim, bien que n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration officielle a été annoncée samedi à la presse par un porte-parole chinois.

Hua Kuo Feng était ministre de la sécurité publique, c'est l'Assemblée Nationale Populaire de la République de Chine qui l'avait nommé à ce poste en janvier 75. Il est âgé de 54 ans.

D'autre part, toujours selon les observateurs étrangers en place à Pékin, la campagne politique débutée en novembre 75 connaît actuellement un nouveau développement. Cette campagne engagée dans divers organes de presse de la République Populaire de Chine dénonce le dévotionnisme de droite et des représentants au sein du Parti, rappelant par exemple que «la bourgeoisie confie obligatoirement ses espoirs de restauration à ses agents au sein du parti, aux gens qui marchent sur la voie capitaliste» ou encore «les cadres dirigeants en particulier doivent refondre leur conception du monde», c'est à dire, combattre l'idéologie bourgeoise et se baser sur la conception prolétarienne du monde.

Pour comprendre le sens de cette lutte, nous pouvons tout d'abord nous reporter aux acquis de la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne, et du mouvement de critique contre Lin Piao et Confucius. Pour le Parti Communiste Chinois et pour

le peuple chinois, il s'agit aujourd'hui de consolider ces acquis. Ces deux grandes luttes ont été menées contre les tentatives de restauration du capitalisme en Chine. Ces tentatives s'étaient faites jour aussi bien à l'université, où se rétablissaient des privilèges pour la bourgeoisie que dans des usines où, par exemple, le plan de production était décidé en dehors de toute intervention des travailleurs, qu'à la campagne où des entraves à la collectivisation de l'agriculture, au développement des communes populaires étaient parfois apparues.

Une étape importante a ensuite été franchie par le peuple chinois dans le cours du mouvement de critique contre Lin Piao. En effet, à cette occasion, la Chine est devenue le théâtre d'un vaste mouvement de critique de masse, c'est à dire que ce sont les travailleurs de tout le pays qui se sont mis à l'étude

des textes marxistes léninistes pour critiquer les erreurs faites, les rectifier, empêcher qu'elles ne se reproduisent, développer la voie révolutionnaire dans laquelle la Chine s'est engagée.

D'après les éléments fournis, il s'agit aujourd'hui d'une nouvelle étape de la lutte pour le maintien et le renforcement de la dictature du prolétariat. Pour le nouvel an, l'éditorial des journaux chinois déclarait : «l'appréciation que l'on porte sur la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne reflète aujourd'hui de façon évidente la lutte entre les deux classes, les deux voies, les deux lignes». C'est de la poursuite de cette lutte politique et idéologique au sein du parti qu'il s'agit aujourd'hui, pour renforcer l'unité du Parti, de tout le peuple chinois autour de lui et permettre ainsi un nouveau bond en avant dans l'édification de la Chine socialiste.